

AXE ÉVALUATION DE LA DÉMOCRATIE



Co-directeurs :

Emiliano GROSSMAN



Professeur associé à Sciences Po rattaché au Centre d'études européennes et de politique comparée et au LIEPP. Ses recherches se concentrent sur les institutions politiques comparées et les processus de mise sur agenda, les médias et la régulation économique au sein des pays de l'Union européenne.

Julia CAGÉ



Professeure associée à Sciences Po rattachée au Département d'économie, affiliée au Center for Economic and Policy Research (CEPR) et au LIEPP. Ses domaines de recherche sont l'économie politique, l'économie des organisations et l'histoire politique. Ses travaux portent un intérêt particulier à l'économie des médias et au financement de la démocratie.

Membres associés :

- Laurie BOUSSAGUET
- Sylvain BROUARD
- Mirjam DAGEFÖRDE
- Hortense DE PADIRAC
- Edgard DEWITTE
- Quoc-Anh DO
- Florence FAUCHER
- Roberto GALBIATI
- Olivier GERGAUD
- Annabelle LEVER
- Elisa MOUGIN
- Jan ROVNY
- Lou SAFRA
- Cyrille THIEBAUT
- Camille URVOY
- Paulus WAGNER

Projets en cours :

- Public opinion, democratic accountability and evaluation of defence: towards a new comparative research agenda (OPIDEF)
- The mechanics and determinants of anti-science attitudes : a literature review
- Étude des caractéristiques des candidats aux élections générales au Royaume-Uni depuis 1918

Les démocraties avancées font face à d'importantes crises politiques et à un recul de la légitimité démocratique. Les pratiques d'évaluation sont largement utilisées pour rendre compte des systèmes démocratiques qui conditionnent la mise en œuvre des politiques publiques. L'axe "Évaluation de la démocratie" (EvalDem) se propose de fournir une évaluation interdisciplinaire, comparative et novatrice, du caractère démocratique du processus de production des politiques publiques. Ses travaux actuels s'organisent autour de trois thématiques : **1) Le scientoscepticisme et la crise de la démocratie.** La mise en œuvre des politiques publiques peut être rendue plus difficile par la défiance croissante des administrés. Le scientoscepticisme est le symptôme d'un malaise politique plus large. Pour en comprendre les racines, il s'agit d'étudier l'environnement institutionnel et intellectuel des individus (discours populistes, rôle des médias, perdants de la mondialisation). **2) La participation politique et le financement de la démocratie.** La crise de la représentation politique au sein des démocraties représentatives met en exergue l'importance d'étudier les modalités de participation politique. Améliorer la connaissance des caractéristiques des candidat.e.s et de l'évolution de leur représentation au cours du temps contribue à examiner le fonctionnement d'une démocratie et les perceptions des citoyens. **3) Les nouvelles formes de financement des médias.** Le financement de la démocratie c'est également le financement des médias. L'axe vise à étudier dans quelle mesure les différentes structures de capital et de gouvernance affectent l'information produite par les médias, la participation électorale et à évaluer l'efficacité des régulations des médias pour garantir leur indépendance.

Scientoscepticisme

Dans le prolongement de travaux antérieurs sur le rejet du politique, ce nouveau projet cherche à **mieux cerner et à expliquer le rejet croissant de la science et de l'expertise.** Le point de départ est le constat que ce rejet croissant pourrait avoir des conséquences graves, notamment dans des domaines critiques des politiques publiques comme la santé ou l'environnement.

Ce projet est à ses débuts, mais une série d'opérations sont en cours. Ainsi une revue de littérature est en cours de finalisation et sera publiée au cours de l'année. Par ailleurs, nous avons commencé un travail de répertoriage des données d'enquête disponibles en France et dans le monde. Une partie de ces activités sont menées conjointement avec les axes politiques environnementales et de santé.

L'objectif est de mieux comprendre les processus favorisant le rejet de la science et de permettre à de réfléchir à des moyens pour prévenir ou lutter contre ce rejet.

Nous voulons nous concentrer sur au moins quatre pistes complémentaires. La première concerne les facteurs individuels favorisant l'adhésion à des thèses scientosceptiques, voire au rejet de la science. Une seconde concerne la diffusion des thèses scientosceptiques dans l'espace publique et donc le rôle des médias traditionnels et réseaux sociaux. Une troisième direction concerne la mobilisation ou le cautionnement de ces thèses dans la sphère de la compétition politique, comprendre quels mouvements politiques sont les plus susceptibles de s'en faire les chantres. Enfin, il faut aussi essayer de comprendre la place de la science, de la communication et de l'apprentissage scientifique dans la société.

Les nouvelles formes de financement des médias

Paru en 2021 chez Seuil, l'ouvrage « *L'information est un bien public: Refonder la propriété des médias* » de Julia Cagé et Benoît Huet part du constat que la crise des médias et la défiance des citoyens envers l'information grandissent chaque jour. Pour les auteurs, la confiance peut être regagnée en traitant le problème à la racine : la propriété des médias

Cet ouvrage vise ainsi à armer les citoyens, les journalistes et les régulateurs en faisant toute la lumière sur les différentes formes de propriété des médias et les limites des régulations existantes. Julia Cagé et Benoît Huet proposent une loi de démocratisation de l'information permettant aux journalistes et aux citoyens de reprendre le contrôle des médias. Cette réflexion s'inscrit dans la continuité de divers projets de recherche menés au sein de l'axe autour de la thématique des formes de financement des médias.

Le projet *Qui possède les médias? Capital, gouvernance et indépendance*, mené dans le cadre d'un partenariat entre le LIEPP et Reporters Sans Frontières, étudie la manière dont les différentes structures de capital et de gouvernance affectent, d'une part l'information produite par les médias et, d'autre part, la participation électorale. Il s'agit ainsi d'évaluer l'efficacité des différentes régulations du secteur des médias.



Manifestations scientifiques 2020-2021

- 16/06/2022:** "Challenges and innovations in rule of law measurement". Seminar with Alina Mungiu Pippidi (Hertie School of Berlin & visiting at LIEPP)
- 13-14/12/2021 :** Workshop "Economics & Politics 2021"
- 28/09/2021:** Workshop "Anti-science attitudes" (avec les axes Politiques environnementales et Politiques de santé).
- 07/06/2021:** "Fake news, complotisme, idéologie des chaînes d'information: pour une approche pluridisciplinaire des médias », Journée d'études LIEPP/Médialab
- 04/06/2021:** "Is journalistic truth dead?". Seminar Andrea Prat (Columbia University)
- 04/03/2021:** "La démocratie ouverte : principes et exemples". Seminar with Hélène Landemore (Department of Political Sciences, Yale)

Perception publique et préférences politiques

Un autre objectif principal de l'axe EvalDem se focalise sur l'étude de **la relation entre opinion publique et politique publique.** Un intérêt spécial est porté à la perception des citoyens, aux effets des politiques publiques ainsi qu'à la réactivité de la politique publique au changement d'opinion et à l'impact des politiques publiques sur la formation de l'opinion. Cela permet d'expliquer à la fois le contenu en substance des politiques et la satisfaction de la population à l'égard des décisions gouvernementales.

Le **Baromètre des priorités politiques** est le principal projet dans ce domaine. Cofinancé par le CEVIPOF, le Service d'Information du Gouvernement et le LIEPP, le Baromètre est un ensemble d'indicateurs trimestriels sur l'évolution des préférences politiques de la société française.

Le but premier du projet est d'améliorer le suivi longitudinal de la dynamique électorale française. Depuis sa mise en place en juin 2014, il a produit quatre séries d'indicateurs et la collecte d'autres données permettra d'approfondir l'analyse d'impact.

Le Baromètre est, en premier lieu, une tentative de suivre et de comprendre l'évolution des préférences politiques et en termes d'action publique des citoyens. Il examine d'abord la perception de l'état de la France à partir d'une série d'indicateurs et ensuite la perception des problèmes les plus significatifs en France ainsi que les changements dans six domaines. Les six domaines incluent les taxes, le chômage, les prix des biens et des services, l'inégalité sociale, la criminalité et l'immigration.

En deuxième lieu, le Baromètre cherche à suivre les priorités politiques des citoyens sur trois questions spécifiques: les orientations politiques, les dépenses publiques et la fiscalité. L'examen se fait en termes de l'importance accordée et de la hiérarchisation des priorités. Ainsi, pour chaque question on mesure le développement souhaité et son importance.

Publications de l'axe

- TUFFY, Yasmine, Revue de littérature sur le scientoscepticisme (à venir)
- CAGÉ, Julia, and Edgard DEWITTE, When Does Money Matter for Elections?, Sciences Po LIEPP Policy Brief n°58, March 2022.
- ANGELUCCI, Charles, Andrea PRAT. "Is Journalistic Truth Dead? Measuring How Informed Voters Are about Political News", Sciences Po LIEPP Working Paper n°128, January 2022.
- TRICAUD, Clémence, "Better Alone? Evidence on the Costs of Intermunicipal Cooperation" Sciences Po LIEPP Working Paper n°125, October 2021.
- DELATTE Anne-Laure, Benjamin LEMOINE, Expertise économique et politique publique : examen critique des propositions sur la dette liée à la pandémie. Note de recherche LIEPP Working Paper n°118, March 2021
- WICKBERG Sofia, Giulia MUGELLINI The evolving nature of evidence as used within the international anti-corruption community LIEPP Working Paper n°117, December 2020